



Un vrai cessez-le-feu, pas une trêve !

24 novembre 2023

Enfin une décision dans le sens d'une désescalade de la guerre !

La "trêve" négociée entre les gouvernements d'Israël et du Hamas devrait permettre une réduction des bombardements aériens dans la Bande de Gaza, « limités à 6h/jour dans la ville de Gaza ». Cette "trêve" devrait durer au moins jusqu'à mardi 27 matin. Tardive et criminellement insuffisante, c'est pourtant la première fois depuis le début de la guerre que le gouvernement d'Israël, d'une part, concède un arrêt temporaire de l'offensive militaire à Gaza et, d'autre part, montre un intérêt pour les otages israéliens.

En effet, jusqu'à présent, l'armée israélienne a tué plus de 14 000 gazaouis, dont 6 000 enfants. L'État d'Israël enferme aussi plus de 2 000 palestiniens en détention administrative arbitraire qu'il utilise aujourd'hui dans le cadre d'un échange d'otages.

L'armée israélienne tire sur sa propre population

Depuis le début de la guerre, l'armée israélienne n'a fait que peu de cas des otages du Hamas. Des familles d'otages s'indignent lorsque le gouvernement appelle à « détruire Gaza » et autres injonctions sanguinaires, à l'image de Gil Dikman, dont deux parents sont retenus en otage et qui rétorque :

« Mon cousin est à Gaza. La femme de mon cousin est à Gaza. Des enfants, juifs et arabes d'ailleurs, sont à Gaza. Imaginez l'impact sur notre santé mentale quand vous dites cela ! Vous entendre lancer ces slogans comme si nous n'existions pas, comme si nos proches n'existaient pas, mais qui allez-vous détruire à Gaza ? Des êtres humains que vous avez abandonnés ! »

De plus, le Haaretz révèle qu'au moins un hélicoptère de l'armée a tiré par erreur sur des participant·es au festival de musique Nova le 7 octobre. Dès le départ et depuis toujours, les armées font peu de cas des civils qu'elles prétendent protéger. Ni le "droit d'Israël à se défendre", ni même une prétendue vengeance ne sont les réels enjeux de cette guerre coloniale, menée aussi en Cisjordanie où le Hamas n'existe pourtant pas.

Couserans-Palestine - 16 Avenue d'Aulot - 09200 St-Girons
<https://www.couserans-palestine.fr/>

TSVP ⇒

La communauté internationale réagit

Outre des ONG comme Amnesty International ou les militant·es de longue date pour la cause palestinienne, qui dénoncent depuis longtemps une situation catastrophique en Palestine (et en particulier à Gaza), de plus en plus de voix dans le monde se font entendre pour stopper les massacres et conjurer un génocide.

- La Cour Pénale Internationale souhaite enquêter sur les crimes commis par les gouvernements du Hamas d'Israël dans cette guerre. Seule la Palestine a ratifié le Statut de Rome de la CPI : l'État d'Israël s'insurgeant contre le fait que la colonisation soit constitutif de crime de guerre... on comprend pourquoi ! Malgré ça, la CPI est habilitée à juger les crimes, y compris ceux commis par Israël, et fait des efforts pour y mener ses enquêtes en dépit du blocus imposé par le colonisateur.

- Le parlement d'Afrique du Sud a voté mardi 21 novembre une motion de l'EFF pour la fermeture de l'ambassade d'Israël et la rupture des relations diplomatiques jusqu'à ce qu'il accepte d'un cessez-le-feu.

- De plus en plus d'organisations humanitaires (des ONG comme Médecins du Monde ou des agences de l'ONU comme l'UNRWA et l'OMS) accusent de nombreux mort·es parmi leurs membres sur place. Depuis le début de la guerre, 108 membres de l'UNRWA ont été tués à Gaza par les offensives militaires israéliennes auxquels s'ajoutent les meurtres de 60 journalistes palestiniens et de personnels humanitaires.

- En France, bien que certaines voix au Quai d'Orsay se réfèrent au droit international et aux résolutions de l'ONU, les déclarations inconsistantes d'Emmanuel Macron et la répression des actions de solidarité avec le peuple palestinien sont intolérables de la part de quelqu'un qui prétend parler et agir en notre nom.

Comme le dit Nada Abu Tarbush, représentante de la Palestine à l'ONU :

« Ce ne sont pas les palestiniens qui ont commis l'horreur de la Shoah, mais les forces fascistes engendrées par l'Europe. Il est inadmissible qu'un certain nombre de dirigeants européens battent à nouveau le tambour de la guerre alors qu'un autre génocide est en cours à Gaza. [...] Non, bombarder une population occupée, assiégée, colonisée, avec la technologie militaire la plus récente, ce n'est pas de l'auto-défense : c'est une agression génocidaire. Et nous encourageons vos gouvernements à demander un avis juridique avant de faire de telles déclarations. »

La "trêve" actuelle doit impérativement déboucher sur un véritable cessez-le-feu !

Couserans-Palestine (09) regroupe 150 adhérents en Ariège, qui agissent :

- pour l'instauration d'un état palestinien souverain, indépendant, avec Jérusalem-Est comme capitale, dans les frontières d'avant la « guerre des six jours » de 1967, en application de la résolution 242 des Nations Unies ;

- pour l'application de la résolution 194 de l'ONU pour le droit au retour des réfugiés ;

- pour établir des liens de solidarité avec le peuple palestinien.

Couserans-Palestine agit avec le Collectif BDS 09 (Boycott-Désinvestissement-Sanctions contre Israël) pour que ce pays respecte enfin les résolutions internationales en libérant la Palestine !